



Dans un message conjoint à l'occasion du 20e anniversaire de la Journée mondiale de la liberté de la presse ce vendredi 3 mai, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-Moon et la directrice de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), Mme Irina Bokova disent réaffirmer l'engagement de l'ONU dans la lutte perpétuelle pour la liberté d'expression.

« Le vingtième anniversaire de la Journée mondiale de la liberté de la presse que nous célébrons aujourd'hui est pour nous une occasion de réaffirmer notre engagement dans une période difficile », lit-on dans le document acheminé à la salle des nouvelles de Haiti Press Network.

« La liberté d'expression, inscrite dans l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, est essentielle à l'autonomisation des individus et à l'édification de sociétés libres et démocratiques. Droit fondamental elle-même, la liberté d'expression crée également les conditions nécessaires à la protection et la promotion de tous les autres droits de la personne humaine. Mais son exercice ne va pas de soi ; il requiert un environnement sûr, propice au dialogue, dans lequel chacun peut s'exprimer librement et ouvertement sans crainte de représailles », rappelle-t-on.

Selon Ban Ki-Moon et Irina Bokova, chaque jour, la liberté d'expression fait face à de nouvelles menaces. Parce qu'ils contribuent à garantir la transparence et la responsabilité dans les affaires publiques, les journalistes sont souvent la cible de violences. Plus de 600 journalistes, rapportent-ils, ont été tués au cours des dix dernières années et, parmi eux, beaucoup n'exerçaient pas dans des zones de conflit. Il persiste un climat d'impunité – neuf assassinats de journalistes sur dix restent impunis, souligne-t-on.

« Les professionnels des médias sont aussi trop nombreux à être victimes d'intimidations, de menaces et de violences. Trop nombreux à être soumis à la détention arbitraire et à la torture, souvent sans recours légal », jugent-ils.

Nous devons nous montrer fermes face à cette forme d'insécurité et d'injustice. Le thème choisi cette année pour la Journée mondiale de la liberté de la presse « Parler sans crainte : assurer la liberté d'expression dans tous les médias » a pour ambition de susciter une action internationale en vue de protéger la sécurité de chaque journaliste, dans chaque pays, et de briser le cercle vicieux de l'impunité.

D'après eux, ces objectifs sous-tendent le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité. Le système des Nations Unies est fermement déterminé à mener une action coordonnée, effectuer un travail de sensibilisation et aider les pays à défendre les principes internationaux et à se doter d'une législation en faveur de la liberté d'expression et d'information.

« L'action engagée, indiquent-ils, doit concerner les médias traditionnels autant que le monde numérique, où l'information est de plus en plus produite et consommée. Les blogueurs, les reporters citoyens et les producteurs de médias sociaux ainsi que leurs sources voient leur sécurité chaque jour plus menacée. Outre les agressions physiques, ils sont la cible de violences psychologiques et émotionnelles qui prennent la forme de cyberattaques, d'atteintes à la protection des données, d'intimidations, d'une surveillance injustifiée et de violations de la vie privée.

Pour les hauts responsables onusiens, ces agressions non seulement entravent le droit à la liberté d'expression et menacent la sécurité des journalistes en ligne et celle de leurs sources, mais elles nuisent à la possibilité pour tous de profiter d'un Internet libre et ouvert.

Presse: l'ONU réaffirme son engagement dans le combat pour la liberté de la presse

Écrit par AL/HPN

Vendredi, 03 Mai 2013 10:46

« En cette Journée mondiale de la liberté de la presse, nous appelons les gouvernements, les sociétés et les individus à tout mettre en œuvre pour protéger la sécurité de l'ensemble des journalistes, en ligne et hors ligne. Chacun de nous a une voix à faire entendre. Nous devrions tous pouvoir parler librement et en toute sécurité », concluent-ils.